CHRONOLOGIE DU PROCESSUS CONSTITUANT EN CATALOGNE

DANIEL TURP

Président de l'Institut de recherche sur l'autodétermination des peuples et les indépendances nationales

DATE	ÉVÉNEMENT
15 août 2010	Sentence DU Tribunal constitutionnel espagnol invalidant des dispositions du Statut d'autonomie de la Catalogne
23 janvier 2013	Adoption par le Parlement catalan de la Déclaration de souveraineté et du droit de décider du peuple de Catalogne
25 mars 2014	Déclaration d'inconstitutionnalité de la déclaration du 23 janvier 2013 par le Tribunal constitutionnel espagnol
14 juillet et 29 septembre 2014	Publication du rapport n° 10 du « Consell Assessor per a la Transició Nacional » sur le processus constituant et du <i>Livre blanc sur la transition nationale</i>
9 novembre 2014	Référendum citoyen
30 mars 2015	Signature de la Feuille de route (CDC, ERC, OC, ANC et AMI (annexe 1)
27 septembre 2015	Élection d'une majorité d'indépendantistes au Parlement catalan (72 députés et députées sur 135) et 47,8% des suffrages valablement exprimés)
29 septembre 2015	Mise en examen du président du gouvernement de la Catalogne, Artur Mas pour désobéissance civile, détournements de fonds publics et usurpations de fonctions et de l'ancienne vice-présidente du gouvernement, Joana Ortega et de l'ancienne conseillère d'Éducation, Irene Rigau
15 octobre 2015	Comparution du président Artur Masdu Parlement catalan devant la Cour supérieure de justice de l'Etat à Barcelone
9 novembre 2015	Résolution 1/XI du Parlement de Catalogne, (Annexe 1) sur le début du processus politique en Catalogne (annexe 2)
11 novembre 2015	Suspension de l'application de la Résolution 1/XI par le Tribunal constitutionnel espagnol
2 décembre 2015	Déclaration d'inconstitutionnalité de la Résolution 1/XI par le Tribunal constitutionnel espagnol
8 janvier 2016	Élection de Carles Puigdemont comme président de la Catalogne
20 janvier 2016	Création de la Commission sur le processus constituant par le Parlement catalan *
1 ^{er} août 2016	Ordonnance n° 141/2016 du Tribunal Constitutionnel espagnol rappelant au Parlement que le droit à l'autonomie ne permet pas de faire voter des conclusions ayant la même finalité que la déclaration du 9 novembre 2015
21 juillet 2016	Résolution 263/ XI du Parlement de la Catalogne ratifiant les conclusions Commission d'étude sur le processus constituant (annexe 3)
6 octobre 2016	Adoption de la Résolution 306/XI par le Parlement catalan dans laquelle JxSí et la CUP s'engagent à modifier la feuille de route pour tenir un référendum d'indépendance durant en septembre 2017 et des élections constituintes en mars 2018**
25 octobre 2016	Dépôt d'accusation contre la président du Parlement catalan Carme Forcadell pour désobéissance et prévarication
16 décembre 2016	Comparution de la présidente du Parlement catalan devant la Cour supérieure de justice de l'Etat à Barcelone
21 décembre 2016	Adoption par le Parlement catalan d'un budget prévoyant une dépense de 800 000 € processus de participation citoyenne
23 décembre 2016	Constitution du Pacet Nacional pel Referèndum
24 janvier 2017	Annonce devant le Parlement européen par le Gouvernement catalan, représenté par le président Carles Puigdemont, le vice-président Oriol Junqueras et le ministre des Affaires étrangères Raül Romeva de l'intention du gouvernement de tenir un référendum sur l'indépendance
1 ^{er} février 2017	Déclaration du vice-président Oriol Junqueras (Junts pel Si-ERC) informant de l'annonce en avril 2017 de la date du référendum et conférence du président Carles Puigdemont devant le corps consulaire à Barcelone affirmant la volonté de tenir un référendum en septembre 2017
6 février 2017	Début du procès du président du gouvernement de la Catalogne, Artur Mas, de l'ancienne vice-présidente du gouvernement, Joana Ortega, et de l'ancienne conseillère d'Éducation, Irene Rigau

* Le mandat de la commission était : « Définir les caractéristiques et principes pour encadrer un processus constituant en Catalogne. Identifier les réformes sociales et politiques qui devront configurer un processus constituant en Catalogne. Analyser les différentes formes de structures étatiques, leurs droits constitutionnels et obligations, les principes et les garanties constitutionnelles, les formes de participation des citoyens, le modèle et les formes de politiques environnementales et socio-économiques. Analyser les expériences comparatives des processus et des mécanismes de participation, le *leadership* et la participation des citoyens dans le processus constituant. »

** Cette résolution exhorte le Gouvernement, plus concrètement, à suivre quatre points: a) la création d'un Comité de conseillers pour le Processus constituant formé par des experts nationaux et internationaux pour proposer des politiques publiques visant un processus mené par la société civile (avec un délai de deux mois); b) définir le programme, la composition et le calendrier de ce Comité avec un délai de trois mois et le rendre effectif au premier semestre de 2017; c) inclure dans le budget de 2017 les ressources nécessaires pour rendre effectif le processus constituant, et d) définir le cadre légal du processus constituant pendant le premier semestre de 2017.

ANNEXE 1

Feuille de route unitaire du processus catalan menant à la souveraineté

Cette feuille de route vise à réunir les organisations souverainistes qui partagent l'objectif que la Catalogne initie un processus de transition démocratique pour devenir un État indépendant, si majorité des citoyens le souhaite.

A. ELECTIONS PLÉBISCITAIRES

Les élections du 27 septembre, qui auront un caractère plébiscitaire, serviront de mécanisme juridique pour connaître la volonté du peuple catalan quant à son avenir politique, remplaçant ainsi le référendum qui a été interdit. Ainsi, le résultat sera facile à interpréter et sans ambiguïté pour tous, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de Catalogne, et permettra l'exercice du mandat qui y est associé.

Les programmes des candidats souverainistes doivent être clairs, il doit être sans équivoque qu'un vote en leur faveur représente un appui favorable à l'indépendance de la Catalogne.

Les enjeux sociaux et nationaux sont inséparables; par conséquent, nous devons prendre un engagement en faveur du retour de l'état social, en particulier pour l'éducation, la santé et pour les retraites, tout comme pour les droits sociaux et les services publics essentiels.

Il est essentiel d'exprimer une volonté claire de renaissance démocratique, de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne et de lutte contre la corruption.

B- DÉROULEMENT DU PROCESSUS

Préparation d'un projet de texte constitutionnel en 10 mois environ, à travers un mécanisme participatif qui permet d'encourager l'adhésion au projet par le biais d'un processus constitutionnel ouvert dans lequel il y a participation directe des citoyens (Convention constitutionnelle catalane) et qui sera soumis à un référendum ultérieur.

Création et mise en œuvre des structures nécessaires à un nouvel État: avec ses impôts, sa sécurité sociale, son système de justice, son action à l'étranger, sa gestion des infrastructures stratégiques, ses services sociaux et de santé, son approvisionnement en énergie, la sécurité...

Actions pour l'exercice de la souveraineté nécessaires à la construction du nouveau pays

Suite au résultat des élections, la déclaration initiale de la souveraineté, annoncera le début du processus vers la proclamation d'un nouvel État, ou de la République catalane, selon les termes et conditions explicites de cette feuille de route. Le processus de transition démocratique ne serait en aucun cas soumis à la validité juridique ou à d'éventuelles contestations de cette déclaration.

Le processus de transition nationale qui mènera à la proclamation d'un nouvel État ou de la République catalane, débutera avec les élections du 27 Septembre, et culminera dans un délai maximum de 18 mois.

C. RELATIONS INSTITUTIONNELLES

Début des négociations avec l'Espagne pour les nouvelles conditions : la répartition des actifs et des passifs, la relation entre les nouveaux États.

Commencement des négociations avec les instances internationales pour la reconnaissance et l'admission du nouvel État.

Garder une approche vigilante par rapport à l'alternative d'un référendum exécutoire par l'Espagne sur l'indépendance de la Catalogne.

D. ABOUTISSEMENT DU PROCESSUS

À la fin de ce processus, un référendum exécutoire sera organisé sur le texte constitutionnel, ce qui terminera ainsi l'exercice du mandat démocratique en faveur de la constitution du nouvel État catalan. Le résultat positif de ce référendum permettra la proclamation de l'indépendance.

Élection du nouveau parlement dans ce nouveau cadre constitutionnel.

Dès ce moment, négocier les nouvelles formes de relations avec l'Espagne et l'Union européenne.

Barcelone, le 30 mars 2015

Convergència Democràtica de Catalunya - Reagrupament Independentista (Convergence démocratique de Catalogne - Regroupement indépendantiste)

Esquerra Republicana de Catalunya (Gauche républicaine de Catalogne)

Assemblea Nacional Catalana (Assemblée nationale catalane)

Associació de Municipis per la Independència (Association des municipalités pour l'Indépendance)

Òmnium Cultural (Omnium culturel)

ANNEXE 2

Résolution 1/XI du Parlement de Catalogne, sur le début du processus politique en Catalogne à la suite des résultats des élections du 27 Septembre 2015

9 novembre 2015

Premièrement. Le Parlement de la Catalogne constate que le mandat démocratique obtenu lors des dernières élections du 27 Septembre 2015 repose sur une majorité de sièges dans les forces parlementaires qui visent l'indépendance de la Catalogne et repose sur une large majorité souverainiste des voix et sièges qui parient pour l'ouverture d'un processus constituant non-subordonné.

Deuxièmement. Le Parlement de la Catalogne déclare solennellement le début du processus de création d'un état indépendant catalan sous forme de république.

Troisièmement. Le Parlement de la Catalogne proclame l'ouverture d'un processus constituant citoyen, participatif, ouvert, inclusif et actif afin de préparer les bases de la future constitution catalane.

Quatrièmement. Le Parlement de la Catalogne exhorte le futur gouvernement à adopter les mesures nécessaires pour donner effet à ces déclarations.

Cinquièmement. Le Parlement de la Catalogne estime approprié de démarrer, dans les trente jours suivants, l'élaboration des lois de processus constituant, de sécurité sociale publique et de finances publiques.

Sixièmement. Le Parlement de la Catalogne, en tant que dépositaire de la souveraineté et comme expression du pouvoir constituant, rappelle que cette chambre et le processus de déconnexion démocratique de l'État espagnol ne subordonnera pas les décisions aux institutions de l'État espagnol, et notamment à la Cour constitutionnelle, une institution en manque de légitimité et de la compétence suite, en autres, à la décision de juin 2010 sur le statut d'autonomie de la Catalogne, voté préalablement par le peuple lors d'un référendum.

Septièmement. Le Parlement de la Catalogne doit prendre les mesures nécessaires pour démarrer le processus de déconnexion de l'Espagne, d'une manière démocratique, massive, durable et pacifique qui permette l'autonomisation des citoyens à tous les niveaux et soit basé sur la participation, ouverte, active et inclusive.

Huitièmement. Le Parlement de la Catalogne exhorte le futur gouvernement à respecter les normes ou mandats émanant exclusivement de cette chambre, légitime et démocratique, afin de protéger les droits fondamentaux peuvent être touchés par les décisions des institutions de l'État espagnol, comme celles précisées dans l'annexe de la présente résolution.

Neuvièmement. Le Parlement de Catalogne déclare la volonté d'engager des négociations en vue d'exercer le mandat démocratique de créer un État catalan indépendant sous forme de république, et le notifie à l'État espagnol, à l'Union européenne et à l'ensemble de la communauté internationale.

ANNEXE 3

Résolution 263/ XI du Parlement de la Catalogne, qui ratifie le rapport et les conclusions Commission d'étude sur le processus constituant

21 juillet 2016

L'Assemblée plénière ratifie le rapport de la Commission d'Étude pour le processus constituant, dont les conclusions ont le contenu suivant :

1. Actuellement, il n'y a aucune marge d'action pour la reconnaissance du droit de décider du peuple catalan au sein du cadre constitutionnel et légal espagnol. La seule façon possible d'exercer ce droit est par la voie de la déconnexion et l'activation d'un **processus constituant propre**.
2. Le peuple de la Catalogne a la légitimité de commencer un son propre **processus constituant**, démocratique, de base citoyenne, transversal, participatif et contraignant, avec la reconnaissance, l'appui et le soutien des institutions catalanes.
3. Les expériences comparatives d'autres pays sont la garantie du chemin choisi par la Catalogne de construire un modèle singulier du **processus constitutionnel**, compte-tenu des circonstances des politiques sociales, culturelles et économiques qui lui sont spécifiques.
4. Il faut s'assurer que le cadre méthodologique du **processus constitutionnel** est consensuel, public, transparent et partagé par l'ensemble de la société et des institutions qui le soutiennent. Le **processus constitutionnel** doit être en mesure de s'adapter à toutes les sensibilités idéologiques et sociales dès le départ, ainsi que lors de la définition des indicateurs, de calendrier et de toutes les autres questions qui affectent la méthode utilisée pour faire avancer processus.
5. Le **processus constitutionnel** devrait être composé de trois phases : une **première phase de participation**, une **deuxième phase de déconnexion** avec l'État espagnol et **l'appel à des élections constitutantes pour former une assemblée constituante** qui devra rédiger un projet de constitution, et une **troisième phase de ratification** populaire de la constitution par référendum.
6. Le processus de consultation préalable devrait avoir en tant qu'organe principal le **Forum Social Constituant** composé de représentants des organisations de la société civile et des partis politiques. Le Forum Social Constituant doit discuter et formuler une série de questions sur le contenu spécifique de la future constitution, qui doivent être résolues par le peuple à travers un processus de participation publique. Le résultat de cette participation constituera un mandat obligatoire pour les membres de l'assemblée constituante, qui devra les intégrer dans le texte du projet de constitution.
7. Après la phase de participation citoyenne, la déconnexion avec la légalité de l'État espagnol sera complétée par l'adoption des lois de déconnexion du côté du Parlement de Catalogne et un mécanisme unilatéral d'exercice démocratique qui servira à la convocation de l'Assemblée Constituante. Les lois de déconnexion ne peuvent être soumises à un contrôle, une suspension ou contestation de tout autre pouvoir, cour ou tribunal.
8. Le Parlement de Catalogne soutient le **processus constituant** qui doit se développer en Catalogne. À cette fin, le Parlement exhorte le Gouvernement à mettre à la disposition du public les ressources nécessaires pour mettre en place un **débat constituant** sur des bases sociales, transversal, pluriel, démocratique et ouvert. À cet effet, le Parlement de la Catalogne va créer une **commission chargée de suivre le processus constituant**.
9. **L'Assemblée Constituante**, une fois convoquée, élue et constituée, aura les pleins pouvoirs. Les décisions de cette assemblée seront appliquées obligatoirement par les autres pouvoirs publics et par toutes les personnes physiques et morales. Aucune des décisions de l'assemblée ne sera soumise à un contrôle, une suspension ou une contestation par toute autre puissance, cour ou un tribunal. **L'Assemblée constituante** devrait établir des mécanismes pour assurer la participation directe, active et démocratique de la société civile organisée dans le **processus de discussion et l'élaboration de propositions pour le projet de constitution**.
10. Une fois que **L'Assemblée constituante** aura approuvé le projet de constitution, il faudra tenir un **référendum constitutionnel** auprès du peuple de la Catalogne pour approuver ou rejeter d'une manière pacifique et démocratique le texte de la nouvelle Constitution.
11. Le **processus constituant**, doit comprendre dès le début la perspective du genre de façon transversale et avec une stratégie double visant à briser l'inertie historique de notre société afin de faire un processus constituant qui le soit réellement pour toutes et tous.